

J'aimerais aussi dire que, pour ma part, j'estime qu'il y a lieu de féliciter le premier ministre des excellentes dispositions qu'on a prises et mises à exécution durant la visite royale. Je ne pense pas qu'on aurait pu faire mieux. Pour ma part je ne critique certes pas et, je pense, aucun membre de notre parti ne critiquera le premier ministre parce qu'il a retardé l'ouverture de la session de la Chambre afin de la faire ouvrir par Sa Majesté. De fait, il mériterait à tout député libéral d'exprimer une telle critique, car en retardant l'ouverture de la session, le premier ministre se bornait à exécuter, admirablement d'ailleurs, les plans déjà élaborés par l'ancien premier ministre.

Personnellement, j'étais bien content de voir que le premier ministre se rendait à Washington à titre de ministre accompagnant la Reine. Cela me paraissait approprié, mais je me suis rappelé le moment où, il y a 18 ans de cela, et pour la première fois, un premier ministre du Canada se rendait à Washington et ailleurs aux États-Unis à titre de principal conseiller du Souverain du Canada; ce premier ministre venait également de Prince-Albert. Je n'ai pu m'empêcher de me souvenir qu'à l'époque bien des députés conservateurs avaient vivement critiqué l'initiative de M. Mackenzie King; il est intéressant de voir, au bout d'une génération, que les torys concluent d'habitude que les décisions des libéraux étaient fondées.

Je pense que le très honorable député qui est le chef de notre parti a bien agi en soutenant que le gouvernement devrait avoir toutes les chances de se préparer à ce qui est, somme toute, la tâche la plus difficile en notre pays; c'est pourquoi, du jour où les ministres sont entrés en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session, il n'y a pas eu pour ainsi dire un souffle de critique des ministres ou du gouvernement de la part des membres du parti libéral. Nous avons estimé qu'il fallait leur laisser le temps de trouver leur aplomb, d'apprendre leur métier. Nous comptons bien cependant qu'une fois au Parlement, les ministres n'avaient aucune raison de s'attendre à ce qu'on leur fasse quartier et qu'ils ne gémiraient pas si, après avoir eu quatre mois pour acquérir de l'expérience, nous les traitions exactement comme les autres gouvernements se sont attendus dans le passé à être traités dans une assemblée délibérante.

J'ai quelque chose à dire au sujet du cabinet que s'est donné le premier ministre. Je serai plutôt bref, mais je crains cependant qu'il y ait un peu plus de critique dans ces propos. Je ne peux autant admirer le premier ministre pour la formation de son cabinet que pour certaines de ses autres décisions.

Il a toujours été très bien entendu, dans ce pays, sauf en une occasion, que le cabinet devait refléter le principe fédéral, base de notre constitution. A moins que le cabinet ne reflète toutes les régions du pays ainsi que la répartition de la population et des intérêts qui s'y trouvent, il sera bien plus difficile de maintenir l'unité fondamentale et essentielle, sans laquelle notre pays ne saurait survivre et prospérer comme nous le souhaitons. Il me semble, monsieur l'Orateur, que le cabinet actuel est presque aussi bancal que celui de 1917; pas tout à fait, mais presque. Un homme qui a fait de l'histoire politique du Canada la préoccupation de toute sa vie me disait il y a quelques semaines:

Le Canada s'étend d'un océan à l'autre; toutefois, le nouveau gouvernement tory donne l'impression qu'il s'étend de l'Humber au Don et de la rive du lac à Eglinton.

Cela, on le sait, n'est vraiment pas satisfaisant. Le gouvernement actuel devait ouvrir une nouvelle ère pour les provinces atlantiques, mais voyez-le à l'œuvre. Dans la province de la Nouvelle-Écosse, le premier ministre a remporté la plus grande victoire jamais remportée par un chef tory depuis la Confédération. Il l'a remportée, comme le démontrait si bien, hier, l'honorable député d'Inverness-Richmond (M. MacEachen), à cause du tableau qu'il a tracé de la transformation qui allait se produire dans les provinces atlantiques et dont, après cinq mois, nous n'avons aucun signe, ni même aucun indice.

**L'hon. M. Nowlan:** Il n'est point d'aussi aveugle que celui qui ne veut pas voir.

**Une voix:** Et les vingt-deux ans?

**L'hon. M. Pickersgill:** Je vais y venir. D'ailleurs j'engage l'honorable député à ne pas trop insister là-dessus. Il reste qu'au bout de cinq mois on ne saurait encore relever le moindre signe de changement. Qu'est-ce donc qui s'est passé en Nouvelle-Écosse? En ce qui concerne cette province nous nous attendions tout au moins que celui de ses députés à qui son expérience et son ancienneté donnaient manifestement des droits à un portefeuille, se verrait au moins confier un des ministères les plus importants du point de vue de l'élaboration d'une politique ou de l'engagement de crédits, de façon qu'il puisse aider à la réalisation de ces nouveaux programmes. Qu'est-ce que cela nous a donné? Ce que cela nous a donné, c'est le percepteur des contributions directes. A la Nouvelle-Écosse, on trouve qu'il suffit de donner le percepteur, tandis que les grands ministères, à fort budget de dépenses, vont aux deux provinces riches, l'Ontario et la Colombie-Britannique.